



# JUSTICIA Asbl

Organisation congolaise de promotion et de défense des droits de l'homme et du droit international humanitaire, adresse :  
94 avenue Adoula coin des usines, Commune Lubumbashi, Haut Katanga /RDC, Tél : +243994075131, +243971654932,  
E-mail : [justicia.asbl@gmail.com](mailto:justicia.asbl@gmail.com), Site web : [www.justiciahumanrights.org](http://www.justiciahumanrights.org)

## COMMUNIQUE DE PRESSE N°019/JUST/2023

### **JUSTICIA Asbl INVITE LE PROCUREUR DE LA REPUBLIQUE PRES LE TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE LUBUMBASHI A POURSUIVRE TOUT ACTEUR POLITIQUE QUI INCITE A LA VIOLENCE OU AUX INSULTES**

JUSTICIA Asbl, une organisation de promotion et protection des droits humains et développement basée en République Démocratique du Congo, dénonce les actes d'intolérance et attaques politiques ainsi que les injures et autres messages de haine distillés à Lubumbashi par des individus mieux identifiés comme acteurs politiques.

En effet le samedi 05 août 2023, aux alentours de 12h00, le siège du parti politique Action pour la Rupture et le Développement (ARD) de son Excellence Monsieur Jacques KYABULA Gouverneur de la Province du Haut-Katanga, situé sur l'avenue Moero dans la ville de Lubumbashi, a été la cible d'attaque des jeunes identifiés comme membres du parti politique Union des Nationalistes et Fédéralistes du Congo (UNAFEC). Jusque-là aucun bilan de ces affrontements n'est connu, sinon quelques dégâts matériels.

Il y a deux semaines environ, des images diffusées sur les réseaux sociaux montraient une paillote de la résidence du Ministre Provincial de l'intérieur Eric MUTA prendre feu et selon les témoignages des occupants de la parcelle, des gens auraient mis le feu à la paillote avant de se retirer à bord d'un véhicule de couleur jaune. En réaction à cet incident sécuritaire, les membres de la famille du ministre ainsi que les militants de l'UNAFEC arrivés sur le lieu se filmaient en s'en prenant au Gouverneur de Province et promettant vengeance.

Le mois passé, des affrontements violents ont opposé les militants de l'UDPS à ceux de l'UNAFEC se disputant le contrôle de l'arrêt bus Kilobelobe dans le quartier bel air. Ces incidents ont causé la mort de deux personnes.

JUSTICIA Asbl constate qu'au moins chaque semaine, des militants de l'UNAFEC, base de la commune Kenya, transforment celle-ci en territoire conquis semant pagaille et désolation, barricadant les routes, empêchant les activités commerciales et s'en prenant à toute personne.

A la suite de l'affaire dite de disparition de 3 camions des minerais de TFM dont le nom du Ministre Provincial de l'intérieur Eric MUTA a largement été cité, son interpellation par le Parquet Général près la Cour de Cassation aurait été perçue comme un coup contre lui par des membres de son parti politique qui n'hésitent pas de s'en prendre violemment au Gouverneur de la Province du Haut-Katanga. C'est le cas de cette vidéo devenue virale dans laquelle on peut apercevoir un prénommé Zazou non autrement identifié qui insultait le Gouverneur sous les ovations de l'assistance.

**Pour tout contact presse :**

- **Tel : +2439994075131**
- **E-mail : [justicia.asbl@gmail.com](mailto:justicia.asbl@gmail.com)**

Ces actes et messages d'insulte et incitation à la haine et à la violence constituent des infractions à la loi qui ne peuvent pas rester impunis.

JUSTICIA Asbl s'inquiète sur le fait que tout ceci se déroule dans un silence assourdissant du Parquet de Grande Instance de Lubumbashi pourtant chargé de rechercher les auteurs des infractions et les déférer devant la justice.

L'appartenance à la plate-forme Union Sacrée ne devrait pas être un chèque en blanc pour ses sociétaires de se comporter en hors la loi et de bénéficier d'une prime à l'impunité pour des actes qui risqueraient de s'exacerber à l'approche des élections.

Au regard de ce qui précède, JUSTICIA Asbl invite le Procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance de Lubumbashi à poursuivre toutes les personnes qui injurient à travers les réseaux sociaux les autorités de la Province du Haut-Katanga mais aussi tous les jeunes des différents partis politiques qui se sont illustrés dans les actes de violence et intolérance ici décriés.

Elle invite également le Maire de la ville de Lubumbashi de ne pas accorder des faveurs indues de perception des taxes dans les parkings aux partis politiques.

Elle demande enfin aux acteurs politiques de privilégier les discours de la cohésion, paix, tolérance mutuelle et cohabitation pacifique pour concourir à l'organisation des bonnes élections prévues au mois de décembre 2023.

Fait à Kinshasa, le 07 Aout 2023

JUSTICIA Asbl

**Pour tout contact presse :**

- **Tel : +2439994075131**
- **E-mail : [justicia.asbl@gmail.com](mailto:justicia.asbl@gmail.com)**